



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA**

Deuxième trimestre 2010



# BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA  
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)  
Tél. : +221 33 839 05 00  
Télécopie : +221 33 823 93 35  
Télex : BCEAO 21833 SG /  
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG  
Site internet : <http://www.bceao.int>

**Directeur de Publication**

Sogué DIARISSO

*Directeur de la Recherche  
et de la Statistique*

*Email : [courriers.drs@bceao.int](mailto:courriers.drs@bceao.int)*

**Impression :**

Imprimerie de la BCEAO  
BP : 3108 - DAKAR



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Département des Etudes Economiques et de la Monnaie**

Direction de la Recherche et de la Statistique

Service de la Statistique

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA

---

## Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
PRINCIPAUX MESSAGES.....	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	5
1.1 – Activité économique dans le monde .....	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services.....	5
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires.....	5
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières.....	6
1.3 – Marchés financiers mondiaux.....	8
1.3.1 - Taux de change des principales devises.....	8
1.3.2 - Evolution des principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux.....	8
II - CONJONCTURE INTERNE.....	10
2.1 – Secteur réel.....	10
2.1.1 - Activité économique.....	10
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité.....	13
2.2 – Finances Publiques.....	16
2.3 – Secteur extérieur.....	16
2.4 – Secteur monétaire et financier.....	19
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union.....	19
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union.....	21
2.4.3 - Evolution du marché monétaire.....	24
2.4.4 - Evolution du marché financier.....	25
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires.....	26
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES.....	27
3.1 – Principales hypothèses.....	27
3.2 – Perspectives d'inflation.....	28
ANNEXES.....	

## **AVANT-PROPOS**

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. La majeure partie des informations sur la conjoncture interne sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

## **PRINCIPAUX MESSAGES**

L'activité économique mondiale a été caractérisée par une évolution à trois vitesses : un démarrage vigoureux des pays émergents, une bonne orientation de l'activité économique aux Etats-Unis et une évolution de l'activité contrastée selon les pays de la Zone euro.

Au plan interne, la conjoncture économique dans les Etats membres de l'UEMOA s'est améliorée au deuxième trimestre 2010 par rapport à la même période de l'année passée. Cette évolution favorable de la conjoncture est essentiellement soutenue par le secteur des services marchands. Au cours de la période sous-revue, une évolution favorable de la conjoncture est observée dans tous les pays, à l'exception du Mali où la situation économique s'est dégradée et du Togo où la conjoncture serait défavorable.

Le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA ressort en hausse, en variation annuelle, dans le prolongement de la tendance observée au premier trimestre 2010. En effet, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi, en glissement annuel, à 1,7% en juin 2010 contre 0,5% en mars 2010.

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidité dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidité sur le marché monétaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union en juin 2010. Les taux d'intérêt débiteurs hors prêts au personnel des banques se sont établis en moyenne à 8,10% en juin 2010 contre 8,70% trois mois plus tôt. Ce mouvement baissier des taux débiteurs n'est pas uniquement saisonnier, puisque le niveau général des taux se trouve, en juin 2010, à plus de 60 points de base en dessous du niveau enregistré à la même période de l'année passée. La diminution des taux d'intérêt est imputable essentiellement à l'assouplissement des conditions débitrices des banques au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

Les nouveaux crédits bancaires (hors prêts à l'Etat et personnel des banques) sont ressortis en hausse de 4,5% en juin 2010 au niveau de l'Union par rapport à juin 2009. Les nouveaux dépôts ont également enregistré une augmentation sensible de 23,1% au cours du mois sous revue, par rapport à la même période de l'année 2009.

Les données disponibles à fin mars 2010 indiquent que la situation monétaire de l'Union, comparée à celle à fin décembre 2009, est caractérisée par une hausse de la masse monétaire, induite par la dégradation de la position nette des gouvernements. Les avoirs extérieurs nets ont, pour leur part, enregistré un recul.

En perspective, la tendance haussière de l'inflation devrait se poursuivre au troisième trimestre 2010. Le taux d'inflation en glissement annuel se situerait à 1,3% à fin juillet, 1,5% à fin août 2010 ainsi qu'à fin septembre 2010.

## I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 – Activité économique dans le monde

La reprise de l'activité mondiale s'est poursuivie au deuxième trimestre 2010. Celle-ci reste cependant dans l'ensemble atone, fragile et, surtout, inégale. La reprise se fait en effet à trois vitesses. Les pays émergents connaissent un redémarrage vigoureux de l'activité avec le rebond du commerce international. Ils sont suivis par les Etats-Unis, où la demande intérieure est principalement soutenue par les mesures de relance. La Zone euro sort de la récession plus lentement, ses membres faisant eux-mêmes face à des situations très contrastées.

**Aux Etats-Unis**, il est observé un ralentissement de la croissance : 2,7% au deuxième trimestre 2010 contre 3,0% au trimestre précédent. L'indice ISM manufacturier est ressorti en recul en mai et juin (56,2 après 59,7 et 60,4). La poursuite de la reprise a tenu encore pour une large part grâce au comportement des stocks qui ont apporté une contribution de 1,6 point à la croissance. L'investissement dans le secteur des BTP a continué à se contracter (-15,5%). Celui résidentiel s'est également replié (-10,3%). Tandis que les échanges extérieurs ont amputé la croissance de 0,8 point.

**Au Japon**, la croissance économique, après avoir atteint 1,2% au cours d'un premier trimestre exceptionnel, a fortement ralenti au second trimestre, autour de 0,5%, alors que les principaux moteurs de l'économie – les exportations et la consommation- ont été moins dynamiques. Toutefois, le climat des affaires s'est considérablement amélioré, en liaison avec la hausse de la demande mondiale adressée à l'économie nipponne due à la reprise vigoureuse des pays émergents asiatiques et, en particulier, de la Chine, dont le PIB a crû de 11,9 % sur un an au premier trimestre.

**Dans la Zone euro**, en dépit des turbulences des marchés qui dénotent de lourdes incertitudes, l'économie de la zone se redresse. Le Pib trimestriel devrait progresser d'environ 0,7% au deuxième trimestre 2010 après 0,2% le trimestre précédent. L'accélération serait imputable au rebond du secteur industriel qui a profité de la remontée de la demande mondiale et de la dépréciation de l'euro. La demande intérieure demeure le principal obstacle à la reprise économique dans la Zone euro. Elle devrait subir les effets des mesures d'austérité annoncées par plusieurs pays de la zone.

### 1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

#### 1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires

Baisse du taux d'inflation  
dans les pays partenaires.

Le taux d'inflation dans les pays partenaires de l'UEMOA s'est globalement inscrit en baisse au cours de la période récente. Ainsi, le taux d'inflation en glissement annuel dans la Zone euro a baissé à 1,4% en juin 2010 contre 1,6% le mois précédent, en raison d'une atténuation de la hausse des prix de l'énergie. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation est passé de 2,0% en mai 2010 à 1,1% à juin 2010.

L'orientation baissière de l'inflation est également observée des pays environnants de l'Union. Au Nigeria, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 10,3% à fin juin 2010 contre 11,0% à fin mai 2010. En outre, pour le douzième mois consécutif, le taux s'est inscrit en baisse au Ghana, s'établissant à 9,5% à fin juin 2010 contre 10,7% à fin mai 2010. Cette tendance de l'inflation au Ghana est liée à la relative stabilité de la monnaie nationale due notamment à une réduction des dépenses publiques.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2009	Proj 2010	Juin -09	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10
Zone euro	0,3	1,1	-0,1	1,4	1,5	1,6	1,4
Etats-Unis	-0,3	2,1	-1,4	2,3	2,2	2,0	1,1
Japon	-1,3	-1,4	-1,8	-1,1	-1,2	-0,9	-0,7
Ghana	19,3	10,2	20,7	13,3	11,7	10,7	9,5
Nigeria	12,4	11,5	11,2	11,8	12,5	11,0	10,3
UEMOA	0,5	1,3	0,1	0,5	0,9	0,6	1,7

Sources : FMI, INS, BCEAO

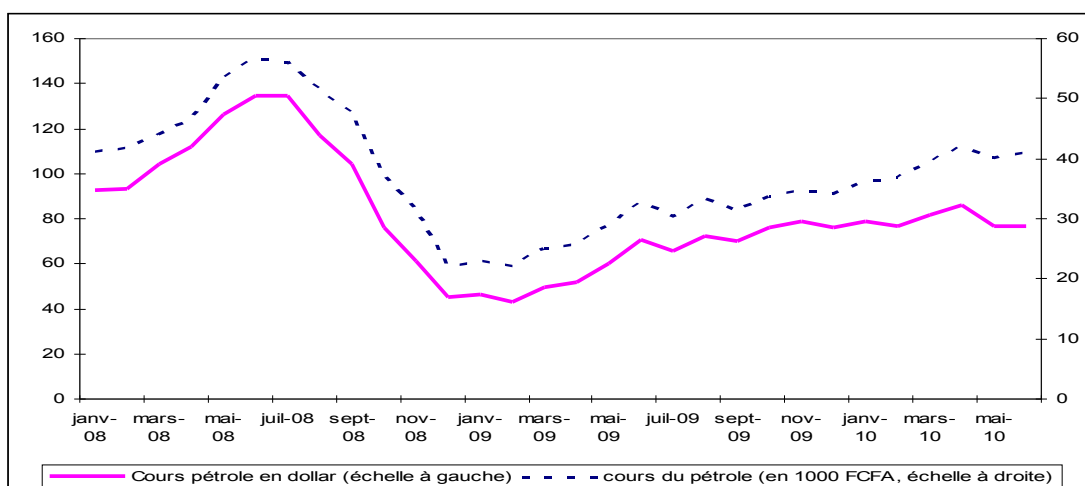
Les projections du FMI tablent sur une remontée du taux d'inflation en moyenne dans les pays avancés à 1,5% en 2010 contre 0,1% en 2009. En revanche, dans les pays de l'Afrique Subsaharienne, il est projeté en moyenne à 8,0% en 2010 contre 10,6% en 2009.

### 1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Baisse des cours du baril de pétrole brut et des denrées alimentaires, notamment du blé et du riz.

Les cours du pétrole brut ont poursuivi en juin 2010, l'orientation baissière observée en mai 2010. Ils se sont repliés de 0,5% en juin 2010, après une baisse de 10,6% en mai 2010, pour s'établir à 76,43 dollars. Toutefois, compte tenu de la dépréciation de l'euro sur la période récente, les cours exprimés en francs CFA ont enregistré une progression de 2,4% en juin 2010.

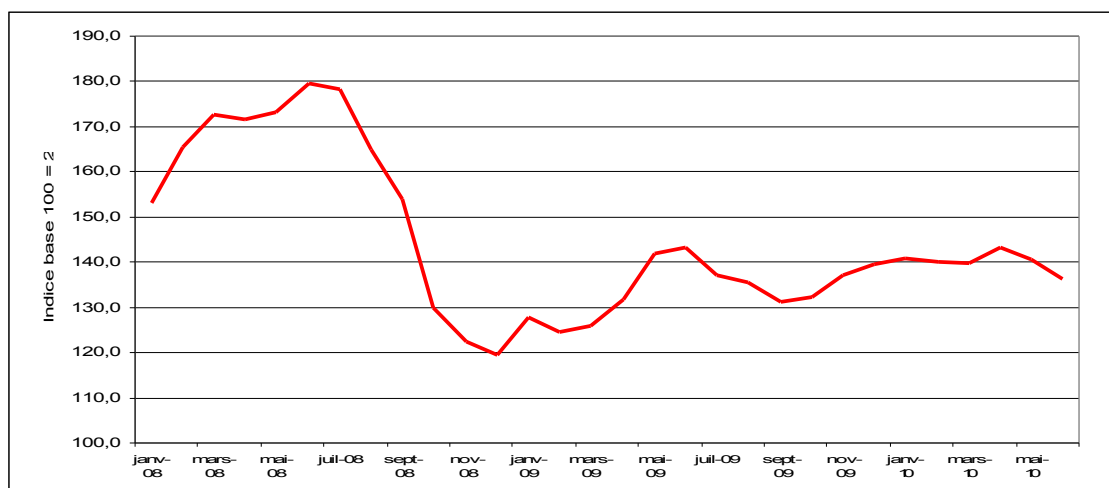
Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut





Les cours internationaux des produits alimentaires ont enregistré une baisse en rythme mensuel de 3,0% en juin 2010, imprimé par la diminution des prix du blé (-13,2%) et du riz (-2,3%).

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



Cette évolution est liée au niveau suffisant des stocks et aux perspectives de hausse de l'offre. Ainsi, les prévisions de la production mondiale de céréales de 2010 de la FAO de mai 2010 s'établissent à 2 286 millions de tonnes, soit 1,5% de plus que l'an dernier et proche du record atteint en 2008.

Hausse des cours des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA.

Les cours des principaux produits exportés pour l'Union se sont orientés en hausse. Le cours du café a enregistré une progression de 9,0% en juin 2010 en rapport essentiellement avec les perspectives de baisse de l'offre. Ainsi, selon l'International Coffee Organization (ICO), le marché du café est actuellement dominé par « une réduction des prévisions de production des pays exportateurs et par une érosion graduelle des stocks ».

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA								
	Cours	févr-10	mars-10	avril-10	mai-10	juin-10	Variations (en %)	
							Un mois	Un an
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	66,2	70,6	69,6	75,8	75,8	9,0	12,4
Cours du cacao	OICC en cents par livre	148,8	140	146,1	144,4	146,5	1,4	3,1
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	80,1	85,8	87,9	90,1	93,4	4,0	8,3
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	231,1	239,2	251,4	235,3	244,4	3,9	7,6

Sources : Reuters, BCEAO

Les cours internationaux du cacao se sont redressés de 1,4% en juin 2010, en rapport avec les mauvaises conditions climatiques en Côte d'Ivoire, la reprise de la consommation aux États-Unis et en Chine et les achats spéculatifs. Ainsi, le fonds spéculatif britannique Armajaro a acheté en juin 2010 près de 240.100 tonnes de cacao sur le marché londonien du NYSE Liffe, soit 7% de la production mondiale de cacao, ou 15% des stocks mondiaux.

Les cours du coton ont poursuivi en juin 2010, l'orientation haussière observée depuis le début de l'année. Selon le Conseil consultatif international du coton (CCIC), pour la campagne 2009/2010, la consommation mondiale de coton de fibre est attendue autour de 27 millions de tonnes contre 23 millions de tonnes lors de la campagne précédente.

Après un repli en mai 2010, les cours du caoutchouc ont renoué en juin 2010 avec la tendance haussière observée depuis le mois de juillet 2009. Cette orientation est imprimée notamment par la révision à la baisse des prévisions de récoltes, notamment en Thaïlande (premier producteur et exportateur mondial de caoutchouc naturel), en Malaisie et au Vietnam et par l'augmentation de la demande chinoise et indienne.

### 1.3 – Marchés financiers mondiaux

#### 1.3.1 - Taux de change des principales devises

Dépréciation de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar des Etats-Unis

L'euro s'est dépréciée par rapport au dollar des Etats-Unis. Cette situation est provoquée par la perte de confiance des marchés suite à la crise des dettes souveraines de plusieurs pays de la Zone euro et par les perspectives d'une croissance plus soutenue aux Etats-Unis. La devise européenne s'est repliée de 12,8% en glissement annuel au deuxième trimestre 2010 contre le dollar des Etats-Unis.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises						
	Cours au 30 juin 2010	Cours au 31 mars 2010	Cours au 30 juin 2009	Variation sur un mois	Variation sur un an	Variation sur 2010 *
EURO en DOLLAR US	1,2238	1,3510	1,4033	-9,42	-12,79	-14,55
LIVRE STERLING en DOLLAR US	1,4945	1,5184	1,6458	-1,57	-9,19	-7,58
DOLLAR US en YEN japonais	88,43	93,47	96,36	-5,39	-8,23	-4,93

Sources : Reuters, BCEAO

\* cours 31/12/2009 comparé au 30/06/2010

Avec la défiance des investisseurs vis-à-vis de la zone euro, le yen s'est apprécié face au dollar des Etats-Unis et fortement vis-à-vis de l'euro. En revanche, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollars des Etats-Unis.

#### 1.3.2 - Evolution des principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Une fébrilité de l'activité des principales places boursières internationales.

Au cours du trimestre, l'activité boursière en Europe a été marquée par les doutes du marché sur la reprise économique et la solidité des banques européennes. En effet, le marché s'est montré soucieuse de l'état des finances des banques, à l'approche du remboursement du prêt record de 442 milliards d'euros au taux de 1,0% accordés par la BCE, un an plutôt à 1.121 banques implantées dans la zone. En effet, toutes les places boursières européennes ont enregistrés des replis de leur indices au cours de la période sous revue. De plus, la vigilance a semblé de mise, après l'annonce de la hausse la dette publique de la France au premier trimestre à 80,3% du PIB.

**Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs sur les marchés boursiers internationaux**

		Cours au 30/06/2010	Cours au 31/03/2010	Cours au 30/06/2009	Variation 2 <sup>e</sup> trimestre	Variation sur un an	Variation sur 2010 *	Variation sur 2009
S&P 500	USA	<b>1 030,71</b>	1 169,43	919,32	-11,86	12,12	-7,57	23,45
S&P 500 du secteur bancaire	USA	<b>128,02</b>	148,71	106,99	-13,91	19,66	2,13	-8,86
CAC 40	France	<b>3 442,89</b>	3 974,01	3 140,44	-13,36	9,63	-12,54	22,32
DAX	Allemagne	<b>5 965,52</b>	6 153,55	4 808,64	-3,06	24,06	0,14	23,85
FOOTSIE 100	G-B	<b>4 916,87</b>	5 679,64	4 249,21	-13,43	15,71	-9,16	22,07
NIKKEI 225	Japon	<b>9 382,64</b>	11 089,94	9 958,44	-15,40	-5,78	-11,04	19,04
BRAZIL	Brésil	<b>60 935,90</b>	70 371,54	51 465,46	-13,41	18,40	-11,16	82,66
HANG SENG	Hong Kong	<b>20 128,99</b>	21 239,35	18 378,73	-5,23	9,52	-7,97	52,02
Ghana Stock Exchange	Ghana	<b>6 591,10</b>	6 014,34	5 423,98	9,59	21,52	18,28	-46,58
Nigeria Stock Exchange	Nigéria	<b>25 409,00</b>	25 966,25	26 249,28	-2,15	-3,20	22,00	-33,77
Joburg Stock Exchange	R SA	<b>12 974,54</b>	10 583,34	11 140,64	22,59	16,46	353,84	114,69

Sources : Reuters, BCEAO

\* cours 31/12/2009 comparé au 30/06/2010

Aux Etats-Unis, la contre-performance des places boursières est à mettre en relation avec la baisse de la confiance des consommateurs et les mauvais chiffres sur l'emploi. En effet, la confiance du consommateur américain, telle que mesurée par l'indice de l'organisation patronale Conference Board, a plongé en juin après trois mois de hausse consécutive, en raison des inquiétudes liées à l'emploi.

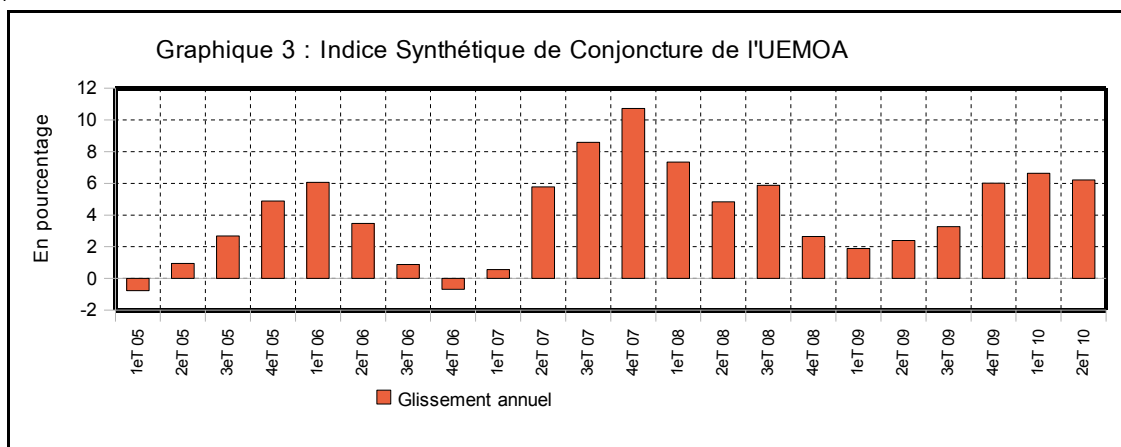
D'après les statistiques, il est noté un ralentissement du marché du travail après cinq mois de créations nettes d'emploi. Ainsi, le Département du Travail a annoncé 221 000 destructions de postes en juin 2010, soit un chiffre largement supérieur à ce qu'anticipaient les marchés.

## II - CONJONCTURE INTERNE

### 2.1 – Secteur réel

#### 2.1.1 - Activité économique

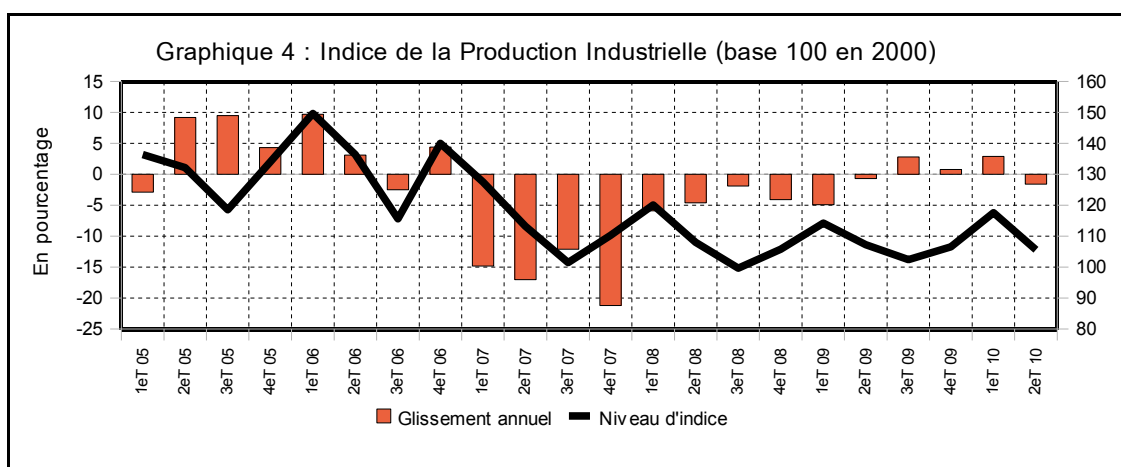
L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), s'est accrue dans les Etats membres de l'UEMOA au second trimestre 2010 par rapport à la même période de l'année précédente.



L'environnement économique a été marqué au deuxième trimestre 2010 par une amélioration de la conjoncture, en rythme annuel, dans tous les pays membres de l'Union, à l'exception du Mali et du Togo<sup>1</sup>.

#### a) Activité industrielle

L'indice de la production industrielle dans l'UEMOA s'est replié, en glissement annuel, au cours du deuxième trimestre 2010, contre une hausse enregistrée au cours du trimestre précédent. En effet, la production industrielle est ressortie en baisse de 1,6% au second trimestre 2010 contre une progression de 2,9% au premier trimestre 2010. Cette situation est due à la contre-performance relevée dans les industries extractives (-4,7%) et manufacturières (-0,9%).



1 Pour le Togo, les données des mois de mai et juin 2010 ont été estimées.

Le repli de la production manufacturière observé dans tous les pays de l'Union, sauf en Côte d'Ivoire et au Mali, provient essentiellement des contre-performances enregistrées dans les unités de production de textiles (-2,2%), des articles d'habillement (-24,8%) et des matières plastiques (-1,9%).

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle au deuxième trimestre 2010							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	1eT 2010	2eT 2010	2eT 2009	1eT 2010	2eT 2010	2009 (*)	2010 (*)
Bénin	19,9	-4,1	-31,3	6,2	-9,5	-21,1	33,4
Burkina	109,7	-36,0	52,9	5,5	-7,4	0,8	-32,4
Côte d'Ivoire	-8,4	2,1	-1,5	-7,4	-1,0	3,6	-7,0
Guinée-Bissau	4,5	-5,8	-20,9	12,6	14,4	-10,7	20,5
Mali	52,1	-46,2	-5,4	40,4	-4,3	-7,0	37,6
Niger	21,8	2,9	-7,9	35,0	29,7	-7,7	38,7
Sénégal	2,8	2,8	6,4	-2,2	-5,0	1,7	-6,8
Togo	8,1	-12,2	2,2	4,6	0,9	-2,1	-7,4
UEMOA	10,3	-10,2	-0,7	2,9	-1,6	-0,7	0,3

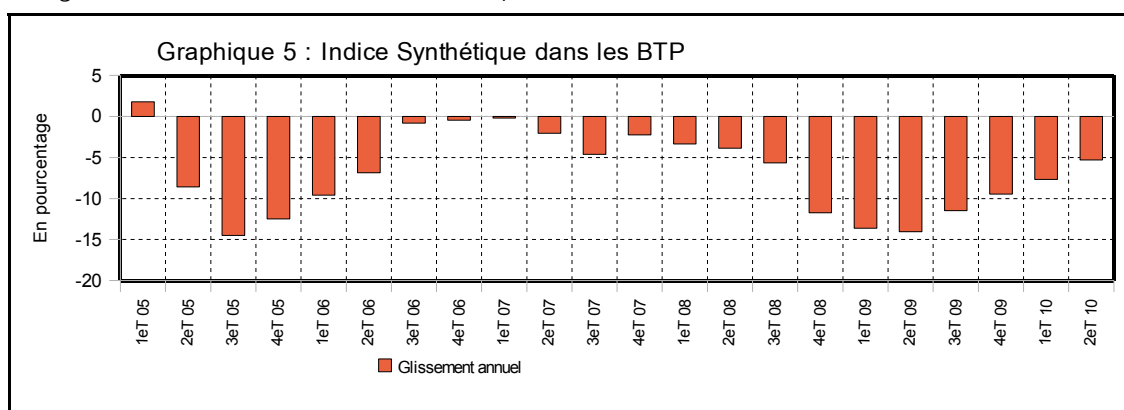
Sources : BCEAO

\* moyenne sur les six mois de l'année

La diminution de l'activité des industries extractives est liée à la baisse de l'exploitation de pétrole brut et du gaz naturel (-9,9%) en Côte d'Ivoire et minerais métallique (-26,7%) au Mali. La production a baissé de 9,5% au Bénin, 7,4% au Burkina, 5,0% au Sénégal, 4,3% au Mali et 1,0% en Côte d'Ivoire. Elle a progressé de 29,7% au Niger, 14,4% en Guinée-Bissau et serait de 0,9% au Togo.

b) Bâtiments et travaux publics

De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse de l'activité dans les BTP s'est atténuée au second trimestre 2010 par rapport au second trimestre 2009. Cette situation est en rapport avec le repli moins prononcé enregistré dans les nouveaux contrats, les reprises de chantiers et les mises en chantier.



Au cours du deuxième trimestre 2010, l'activité dans les BTP est apparue morose dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Mali et du Niger où celle-ci s'est améliorée.

c) Activité commerciale

La conjoncture économique dans le secteur commercial est apparue en progression, en glissement annuel, au deuxième trimestre, dans le prolongement de la hausse observée un trimestre plus tôt. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail est ressorti en hausse de 11,5% au deuxième

trimestre 2010 et de 1,6% au premier trimestre 2010. Cette évolution est imputable à l'accroissement des ventes des produits de l'alimentation, d'articles d'équipement du logement, des produits pétroliers et des produits pharmaceutiques. La hausse du chiffre d'affaires du commerce a été atténuée par le repli des ventes des automobiles, motocycles et pièces détachées (-10,2%) dans tous les pays de l'Union, sauf au Burkina et au Togo.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) au deuxième trimestre 2010							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	1eT 2010	2eT 2010	2eT 2009	1eT 2010	2eT 2010	2009 (*)	2010 (*)
Bénin	-8,9	5,0	-20,2	4,6	1,7	-17,7	-3,5
Burkina	-24,2	25,1	-10,0	-5,8	12,7	-0,1	-10,0
Côte d'Ivoire	-6,7	6,0	0,0	8,3	13,3	1,6	6,1
Guinée-Bissau	-14,3	10,2	-9,0	-12,2	-14,9	-13,7	-23,9
Mali	3,9	24,3	-6,3	-11,7	14,5	-6,5	-4,7
Niger	-15,9	14,0	14,3	11,4	5,6	8,0	5,9
Sénégal	-5,3	9,0	-23,4	3,6	19,1	-17,8	9,6
Togo	-17,3	12,4	-14,6	-16,9	-1,7	-8,4	-21,4
UEMOA	-8,0	10,3	-7,1	1,6	11,5	-4,4	1,0

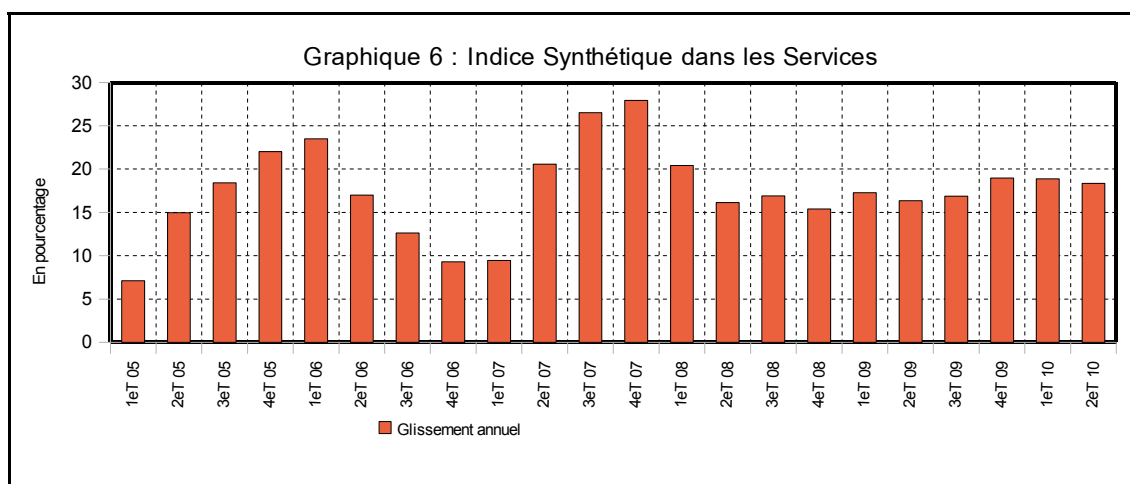
Sources : BCEAO

\* moyenne sur les six mois de l'année

Au deuxième trimestre 2010, il est enregistré, en glissement annuel, une hausse du volume des transactions commerciales dans tous les pays de l'Union, sauf en Guinée-Bissau et au Togo. En effet, l'indice du chiffre d'affaires est ressorti à 19,1% au Sénégal, 14,5% au Mali, 13,3% en Côte d'Ivoire, 12,7% au Burkina, 5,6% au Niger et 1,7% au Bénin. Par contre, il affiche un repli de 14,9% en Guinée-Bissau et ressortirait en baisse 1,7% au Togo.

#### d) Services marchands

L'activité économique dans les services marchands s'est bien orientée par rapport au deuxième trimestre 2009. Cette évolution favorable est imputable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



Le volume des prestations dans les services marchands apparaît en hausse en glissement annuel<sup>2</sup>, en Côte d'Ivoire (29,4), au Burkina (24,4), au Niger (22,9), au Togo (12,8) et au Sénégal (12,2). Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands s'est détériorée en Guinée-Bissau (-14,7) et est restée inchangée au Bénin (-0,9) et au Mali (1,4).

### 2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

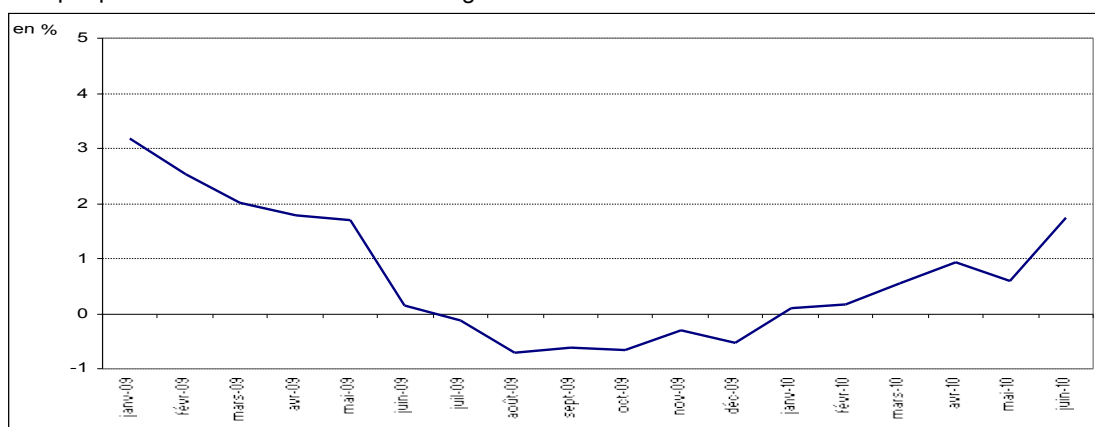
Taux d'inflation en glissement annuel de l'UEMOA en hausse au deuxième trimestre 2010.

Le niveau général des prix à la consommation est ressorti en hausse en rythme annuel au deuxième trimestre 2010, dans le prolongement de la tendance observée au premier trimestre 2010. En effet, le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 1,7% en juin 2010 contre 0,6% en mai 2010 et 0,5% en mars 2010.

La remontée des prix dans l'Union à fin juin 2010 résulte de la progression en variation annuelle des prix des céréales locales et des produits pétroliers dans la plupart des pays.

Les composantes « Alimentation », « Transport » et « Restaurants et hôtels » sont les sources de la hausse des prix. La contribution de la fonction « Alimentation » s'est établie à 1,6 point de pourcentage à fin juin 2010, en rapport avec renchérissement des céréales locales au Burkina, au Mali et au Niger, des tubercules au Bénin et en Côte d'Ivoire, ainsi que des produits de la pêche au Sénégal.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Remontée des prix liée à la progression en variation annuelle des prix des céréales locales et des produits pétroliers.

Les rubriques « Transport » et « Restaurants, Hôtels » ont contribué chacune à hauteur de 0,3 point de pourcentage à l'inflation à fin juin 2010. L'évolution de la composante « Transport » est liée au renchérissement des produits pétroliers induit par la remontée des cours du pétrole brut. En effet, la variation en glissement annuel des cours mondiaux du pétrole brut exprimés en francs CFA s'est situé à 24,5% à fin juin 2010.

2 Ces évolutions sont évaluées à travers les variations d'indicateurs de soldes d'opinions. Une évolution n'est jugée significative que si elle est supérieure en valeur absolue à 5.

**Tableau 7: Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)**

Fonctions	juin-09	mars-10	avr-10	mai-10	juin-10
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,2	0,5	0,9	0,7	1,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Logement	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1
Ameublement	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Santé	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Transport	0,0	0,1	0,3	0,2	0,3
Communication	-0,3	-0,5	-0,7	-0,4	-0,5
Loisirs et culture	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Autres biens	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Ensemble</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>1,7</b>

Sources : BCEAO, INS

Ainsi, les prix de l'essence super et gasoil dans l'UEMOA se sont accrus respectivement de 10,0% et 11,7% à fin juin 2010. La progression des prix de la composante « Restaurants, Hôtels » résulte du renchérissement des frais de restauration essentiellement au Niger, en Côte d'Ivoire et au Togo.

Selon l'origine géographique des biens, hausse des prix tirée essentiellement par les produits locaux.

En revanche, le repli du coût des communications téléphoniques a atténué la progression des prix. Les plus importantes révisions à la baisse des prix au niveau de la communication ont été observées au Burkina (-11,9%) et en Côte d'Ivoire (-11,5%).

**Tableau 8 : Inflation selon l'origine des produits**

	Composantes	Pondération (en %)	Juin -09	mars-10	avr-10	mai-10	Juin-10 (*)
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,71	0,0	0,8	1,1	0,8	2,3
	Produits importés	27,29	0,4	-0,4	0,3	-0,5	0,0
	<b>Inflation globale</b>	<b>100</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>1,7</b>
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,71	0,0	0,6	0,8	0,6	1,7
	Produits importés	27,29	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0

Sources : BCEAO, INS.

(\*) : Provisoires.

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation est due aux prix des produits locaux. La progression des prix s'est située à 2,3% à fin juin 2010 cette catégorie de biens, en rapport avec le renchérissement des denrées alimentaires, notamment les céréales, les produits de la pêche et les légumes.

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,7 point et 0,0 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin juin 2010.



Selon la nature des produits, hausse des prix des biens et repli de ceux des services .

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique une progression des prix des biens contre un repli de ceux des services. La hausse des prix des biens s'est située à 3,0% à fin juin 2010 contre 1,4% à fin mars 2010, en liaison notamment avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires.

Tableau 9 : Evolution des prix des biens et services

	Composantes	Pondération (en %)	Mars. 2010	Avril 2010	Mai 2010	Juin 2010 (*)
Variations annuelles (en %)	Services	39,6	-0,8	-0,7	-0,7	-0,2
	Biens	60,4	1,4	1,9	1,3	3,0
	Inflation globale	100	0,5	0,9	0,6	1,7
Contributions (en points de pourcentage)	Services	39,6	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1
	Biens	60,4	0,8	1,2	0,8	1,8

Sources : BCEAO, INS.

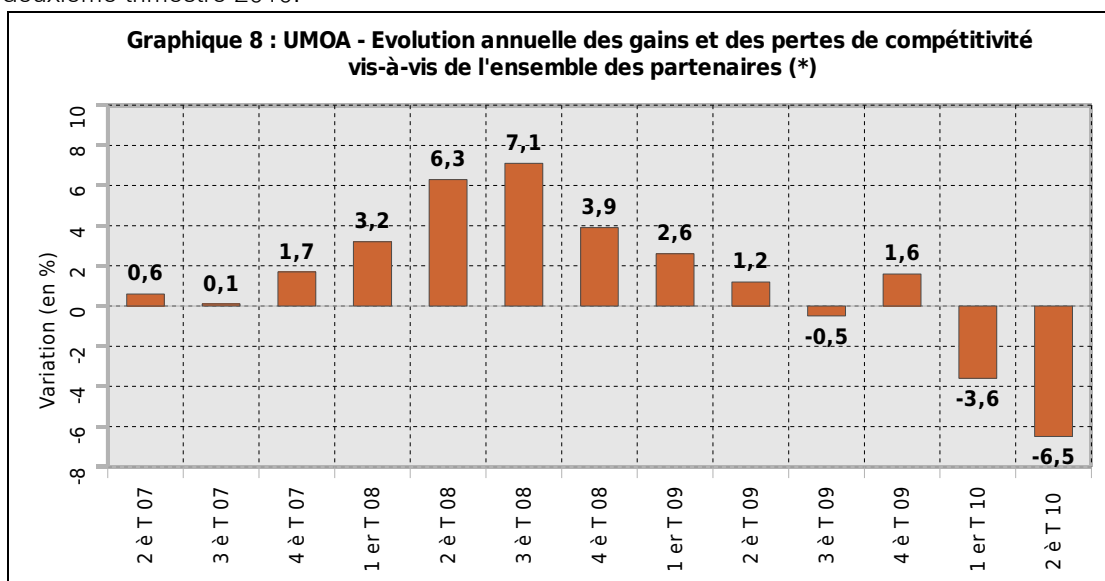
(\*) : Provisoires.

La diminution en glissement annuel des prix des services s'est établie à 0,2% à fin juin 2010 contre 0,8% à fin mars 2010, en rapport essentiellement avec la baisse du coût des communications téléphoniques. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de -0,1 point et 1,8 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2010.

Le taux d'inflation sous-jacente communautaire, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, s'est inscrit en hausse. En glissement annuel, il est passé de -0,1% en mars 2010 à 0,2% à fin juin 2010.

Gain de compétitivité pour l'UEMOA au deuxième trimestre 2010.

La position concurrentielle de l'Union s'est améliorée au deuxième trimestre 2010. En effet, une dépréciation du taux de change effectif réel de 6,5%, en glissement annuel, est observée au deuxième trimestre 2010.



Sources : BCEAO,.

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Dépréciation du taux de change effectif nominal et différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA.

Ce résultat s'explique par le différentiel d'inflation favorable à l'Union de 2,9 points de pourcentage, conforté par une dépréciation du taux de change effectif nominal de 3,8%.

Le gain de compétitivité est observé par rapport à tous les groupes de partenaires. En effet, une dépréciation du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des Etats environnants (16,5%), des partenaires émergents (12,5%), des pays asiatiques (10,7%), des pays industrialisés pris globalement (1,3%) et des pays africains de la Zone franc (0,7%). En particulier, une amélioration de la position concurrentielle de 0,7% est constatée vis-à-vis de la Zone euro.

Gain de compétitivité observé dans tous les pays de l'UEMOA.

Tous les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité. L'amélioration de la position concurrentielle atteindrait 11,3% en Guinée-Bissau, 8,4% au Bénin, 7,3% au Niger, 6,2% au Sénégal, 5,8% en Côte d'Ivoire, 5,3% au Togo, 1,6% au Mali et 1,4% au Burkina.

Sur les six mois de l'année, l'Union a enregistré un gain de 5,4% en 2010. Ces performances devraient permettre de résorber une bonne partie des pertes cumulées de compétitivité de 7,5% enregistrées au cours des trois années précédentes.

## 2.2 – Finances Publiques

Sur la base des données disponibles, l'exécution des opérations financières des Etats au cours du premier trimestre 2010 a été marquée par une atténuation des déficits publics en relation avec la mise en œuvre, sous l'appui de la Banque Centrale, des programmes de résorption des arriérés de paiement notés au cours de l'année 2009.

Atténuation du déficit public des Etats de l'UEMOA au premier trimestre 2010.

En effet, l'octroi par la BCEAO de 450 milliards de FCFA adossés à l'allocation générale de DTS du FMI du 28 août 2009, a permis aux Etats d'assainir leurs finances publiques en mettant l'accent sur un meilleur recouvrement des recettes fiscales et une gestion prudente et maîtrisée des dépenses courantes et d'investissement axées autour de celles dites prioritaires.

Par ailleurs, les Etats de l'Union ont reçu des dons relativement important des partenaires au développement, en soutien aux programmes économiques exécutés.

## 2.3 – Secteur extérieur

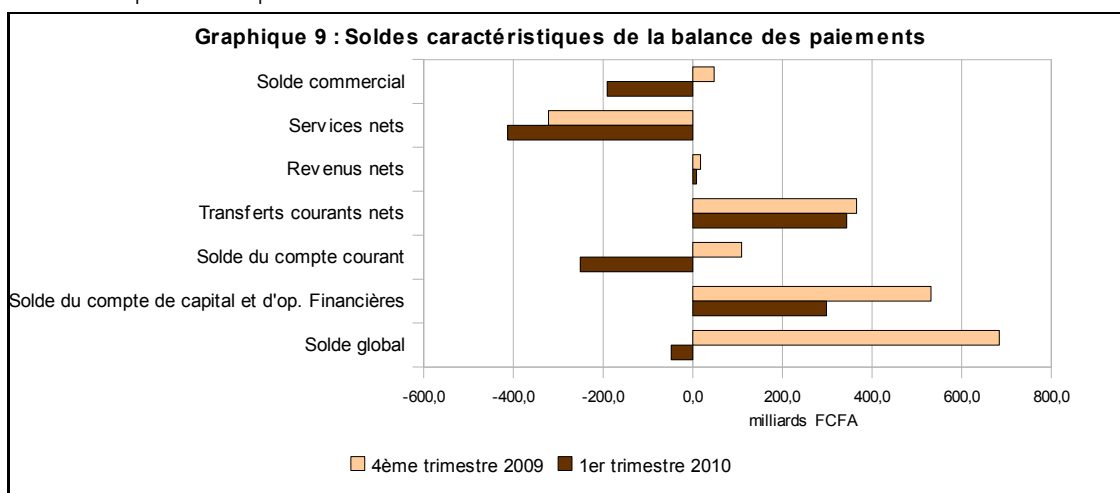
Sur la base des données disponibles, les transactions extérieures des pays de l'UEMOA<sup>3</sup> se sont soldées au premier trimestre 2010 par un déficit global de 47,8 milliards, en net repli par rapport à l'excédent de 683,7 milliards enregistré au dernier trimestre 2009.

Ce recul est le reflet, d'une part, des évolutions saisonnières généralement marquées par une amélioration du solde des échanges extérieurs au dernier trimestre, du fait de l'accélération de la commercialisation de certains produits comme le cacao, et une mobilisation accrue de

<sup>3</sup> Les données analysées ne tiennent pas compte du Burkina, pour lequel les comptes extérieurs n'ont pas été produits.

ressources extérieures. D'autre part, il est lié au renchérissement des produits de base importés, ainsi qu'à l'accroissement des besoins en biens d'équipement induit par les projets d'investissement en cours dans certains pays avec un impact négatif sur le solde commercial.

Le recul du solde global est imputable aussi bien au compte des transactions courantes qu'à celui du capital et d'opérations financières.



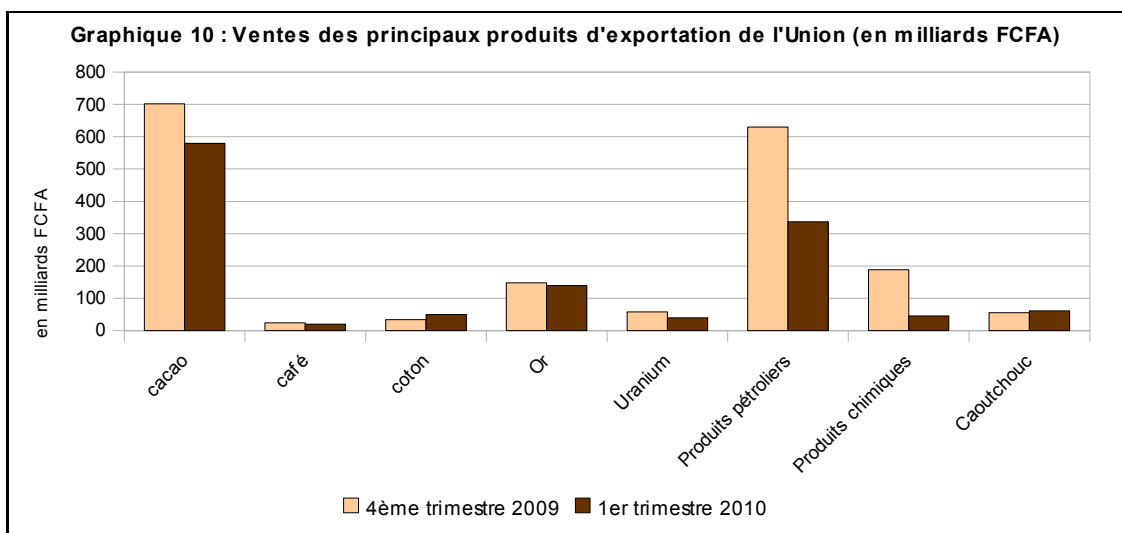
Source : BCEAO

Le solde du compte courant s'est sensiblement dégradé au premier trimestre 2010, en se situant à un déficit de 309,7 milliards contre un excédent de 104,8 milliards enregistré un trimestre auparavant. Cette détérioration du compte courant découle essentiellement de l'orientation défavorable de l'ensemble de ses composantes, singulièrement la balance des biens et services.

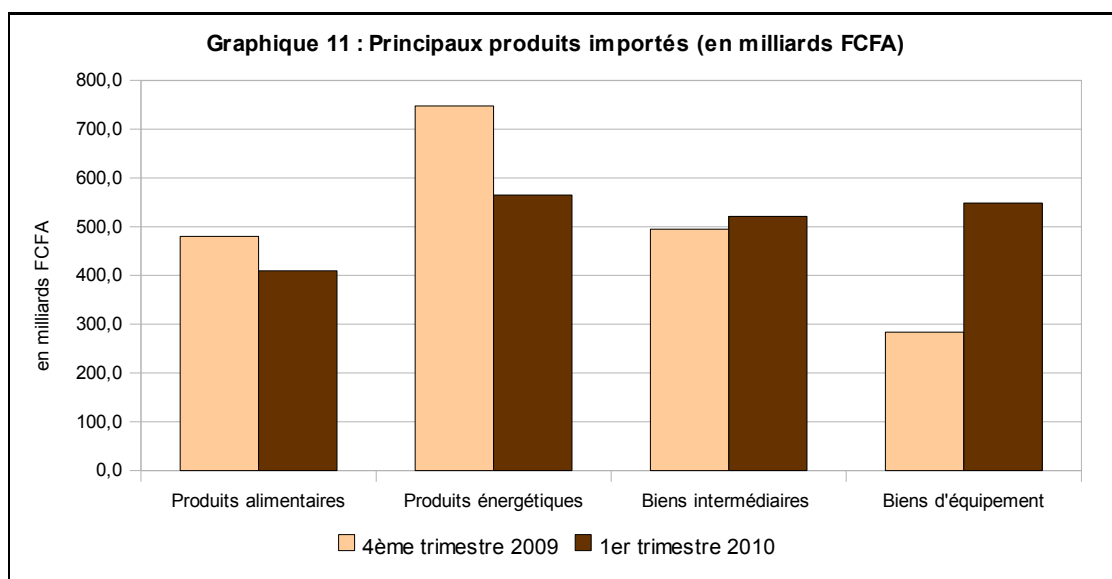
Le solde de la balance commerciale est en effet passé d'un excédent de 43,7 milliards à un déficit de 285,1 milliards sur la période sous revue, en raison de la chute des exportations conjuguée à un accroissement des importations.

Les exportations totales FOB de biens se sont situées à 2.041,1 milliards contre 2.292,8 milliards un trimestre plus tôt, soit une baisse de 11,0%.

Le repli des exportations est essentiellement lié à la baisse de près de la moitié des ventes extérieures de produits pétroliers, sous l'effet de la diminution des quantités expédiées par la Côte d'Ivoire et le Sénégal du fait des difficultés des deux principales raffineries. L'orientation défavorable des exportations est également imputable aux produits chimiques, à l'uranium, au café et au cacao dont les ventes baissent traditionnellement au premier trimestre de l'année.



Les importations de biens ont progressé au cours du premier trimestre 2010 de 3,4%, pour ressortir, en valeur FOB, à 2.326,2 milliards. Cette évolution est essentiellement imputable aux achats de biens d'équipement qui ont quasiment doublé par rapport au dernier trimestre 2009, en raison notamment de l'intensification des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires par les sociétés minières et pétrolières en cours d'installation au Niger, et le renchérissement des cours des métaux.



Le déficit structurel de la balance des services s'est dégradé, en rythme trimestriel, de 17,2% pour ressortir à 376,8 milliards. Cette évolution est imputable à la progression des sorties au titre du fret et des assurances, en relation avec la hausse des importations de marchandises, ainsi qu'au repli des recettes touristiques enregistré en particulier au Sénégal.

Les revenus nets se sont repliés de 49,0%, en raison de la baisse des dividendes reçues, en particulier au Sénégal.

Le recul du solde excédentaire des transferts courants de 365,4 milliards à 343,4 milliards résulte, pour sa part, de la baisse des réceptions de fonds des travailleurs migrants, dont l'incidence a été atténuée par l'accroissement des entrées nettes de ressources publiques. En effet, les fonds reçus des travailleurs migrants, transitant par le circuit de transferts électroniques, sont passés de 230,2 à 196,0 milliards entre le dernier trimestre 2009 et le premier de l'année 2010. Quant à la hausse de 9,0% des transferts publics reçus, elle est attribuable aux appuis budgétaires, en progression au Mali, au Niger et au Togo.

Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un repli de 43,8% de son excédent, sous l'effet aussi bien du recul des transferts en capital que des entrées nettes au titre des opérations financières.

L'excédent du compte de capital s'est inscrit en baisse de près de 70% pour ressortir à 61,6 milliards au premier trimestre 2010, en liaison avec le recul des dons-projets enregistré notamment en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal.

Le recul de 28,0% du solde positif du compte d'opérations financières est, pour sa part, imputable à l'orientation défavorable des investissements de portefeuille et des tirages au titre des prêts publics. En particulier, les entrées nettes d'investissements de portefeuille ont sensiblement chuté, passant de 90,7 milliards au quatrième trimestre 2009 à 11,8 milliards au premier trimestre 2010. Le niveau relativement élevé des investissements de portefeuille au dernier trimestre 2009 est en rapport avec l'émission sur les marchés internationaux, d'un emprunt obligataire à hauteur de 88,8 milliards par le Sénégal.

En revanche, les entrées nettes au titre des investissements directs étrangers se sont accrues au cours de la période sous revue, passant de 84,9 milliards à 151,8 milliards. Cette progression est attribuable notamment à l'augmentation de l'apport des sociétés minières et pétrolières étrangères à leurs filiales installées au Niger. Elle résulte également des mouvements de fonds similaires notés dans la branche de la téléphonie au Togo.

## 2.4 – Secteur monétaire et financier

### 2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Sur la base des données disponibles, la situation monétaire de l'Union à fin mars 2010, comparée à celle à fin décembre 2009, est caractérisée par une hausse de la masse monétaire, induite par la dégradation de la position nette des gouvernements. Les avoirs extérieurs nets ont, pour leur part, enregistré un recul.

Hausse de la masse  
monétaire en  
glissement annuel au  
premier trimestre 2010

La masse monétaire a progressé de 1,2%, pour s'établir à 10.778,5 milliards à fin mars 2010, après une hausse de 10,9% le trimestre précédent. Cette évolution de la masse monétaire traduit une hausse des dépôts en banques, la circulation fiduciaire ayant enregistré un repli.

Les dépôts se sont consolidés de 3,7% au premier trimestre 2010 pour s'établir à 7.814,4 milliards à fin mars 2010. Cette évolution traduit une hausse modérée, enregistrée le trimestre précédent. A la même période de 2009, les dépôts s'étaient accrus de 1,0%.

La circulation fiduciaire a enregistré durant le trimestre une contraction saisonnière de 4,9% pour s'établir à 2.964,1 milliards à fin mars 2010. A la même période de l'année 2009, elle s'était également repliée de 4,2%.

En termes de contreparties, l'accroissement de la liquidité globale durant les trois premiers mois de 2010 est attribuable à l'augmentation du crédit intérieur dont l'impact a été atténué par la baisse des avoirs extérieurs nets. L'accroissement du crédit intérieur est lié à la dégradation de la position nette débitrice des gouvernements.

Baisse des avoirs  
extérieurs nets

Ainsi, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont repliés de 76,3 milliards pour s'établir à 5.220,9 milliards à fin mars 2010. Cette évolution résulte de la contraction de 97,2 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale atténuée par le renforcement de 20,9 milliards de la position extérieure nette des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 3,0% durant le premier trimestre de l'année 2010, après une hausse de 7,6% enregistrée le trimestre précédent. Cette évolution est imputable à la dégradation de la position nette débitrice des gouvernements vis-à-vis du système bancaire tandis que les crédits à l'économie se sont repliés.

Repli des crédits ordinaires  
et hausse des crédits de  
campagne

L'encours des crédits à l'économie a baissé de 1,8% sur le trimestre, pour ressortir à 6.003,6 milliards à fin mars 2010. L'évolution observée résulte essentiellement du repli de 116,4 milliards des crédits ordinaires, consécutivement aux remboursements des avances de trésorerie et prêts en faveur des entreprises opérant dans les secteurs de l'agro-industrie et des télécommunications.

Pour leur part, les crédits de campagne ont enregistré un accroissement de 4,1 milliards sur le trimestre sous revue. A la même période de l'année 2009, la hausse des concours de cette nature était de 28,2 milliards.

En rythme annuel, le taux de croissance des concours à l'économie s'est établi à 7,1% à fin mars 2010 après 8,7% à fin décembre 2009, poursuivant la décélération du rythme de progression des concours bancaires entamée depuis octobre 2008.

Le taux net de dégradation du portefeuille des banques de l'Union s'est situé à 8,1% à fin mars 2010 contre 7,4% à fin décembre 2009.

Dégradation de la position  
nette débitrice des Etats

Enfin, au cours du premier trimestre 2010, la position nette débitrice des gouvernements vis-à-vis des institutions monétaires s'est dégradée de 328,7 milliards, en liaison avec les concours

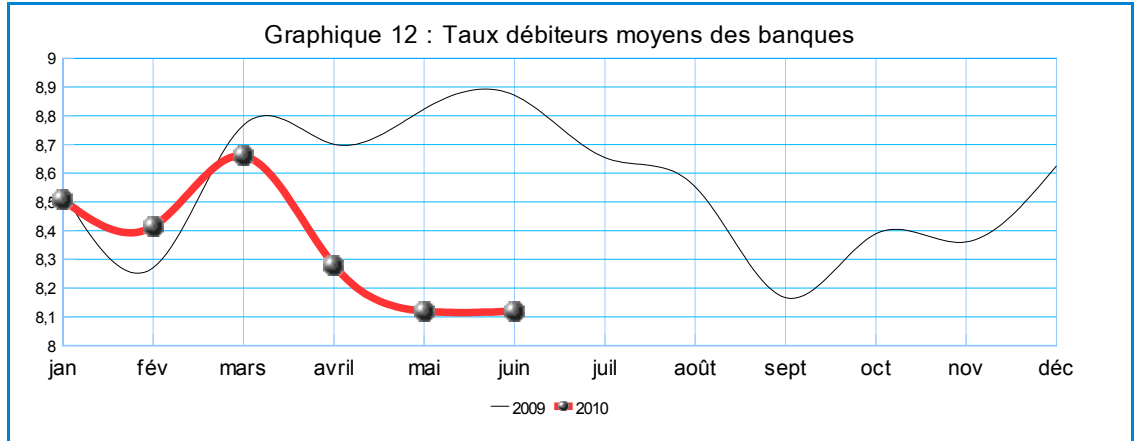
consentis par les banques aux Etats membres (163,3 milliards) et la baisse des dépôts publics auprès de l'Institut d'émission (161,3 milliards). D'une année à l'autre, la position nette des gouvernements s'est détériorée de 762,2 milliards à fin mars 2010, du fait principalement des emprunts auprès des banques, des tirages sur le FMI, ainsi que de l'utilisation des concours de la BCEAO adossés aux allocations de DTS.

2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Les résultats des enquêtes sur les conditions de banques confirment le repli global des taux d'intérêt débiteurs, constaté depuis mars 2010. Le taux débiteur moyen pondéré par le volume des crédits mis en place, s'est situé à 8,10% en juin 2010 contre 8,70% trois mois plus tôt. Ce mouvement baissier des taux débiteurs n'est pas uniquement saisonnier, puisque le niveau général des taux se trouve, en juin 2010, à plus de 60 points de base en dessous du niveau enregistré à la même période de l'année passée. La baisse des taux semble trouver son explication dans l'accroissement de la liquidité bancaire et le retour de la confiance dans certains pays, notamment le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Elle serait induite également par la baisse des taux directeurs et l'orientation baissière des coefficients de réserves obligatoires en juin 2009, confortés par la poursuite des opérations d'injections de la Banque Centrale sur les guichets d'appels d'offre.

Repli global des taux d'intérêts débiteurs, imprimée par les crédits de trésorerie.



Par ailleurs, cette tendance baissière des taux débiteurs est imprimée par les conditions appliquées aux crédits de trésorerie. En effet, au cours du deuxième trimestre, le taux des facilités de trésorerie s'est replié de près de 46 points de base pour se chiffrer à 7,62%.

Cette catégorie de crédit est demandée essentiellement par les entreprises privées du secteur productif et représente structurellement plus de 70% du total des crédits mis en place. Ce poids important expliquerait l'influence des crédits de trésorerie sur la tendance de l'indicateur de suivi des taux débiteurs.

Par contre, le taux appliqué aux crédits d'exportation est resté stable par rapport au trimestre précédent, autour de 8,58%, et celui appliqué aux crédits d'équipement a augmenté de plus de 100 points de base pour s'établir à 10,1%. Le taux appliqué aux crédits de consommation a également enregistré une hausse de 13 points de base pour se chiffrer à 11,53%.

Selon la maturité des concours, la baisse des taux par rapport au premier trimestre a été opérée principalement sur les crédits de court terme, constituant principal des crédits de trésorerie. Au cours de la période sous revue, les taux sur les crédits de moins d'un mois se sont repliés de 9 points de base pour se situer à 7,01%.

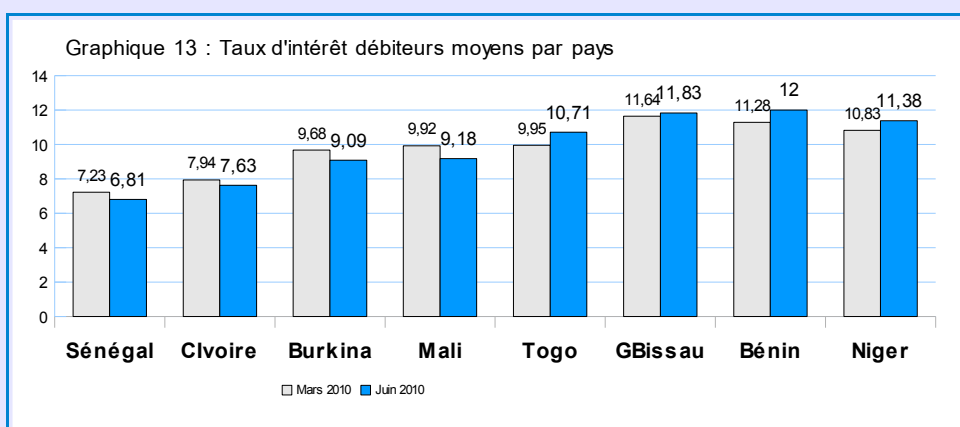
Les taux appliqués au crédits de maturité comprise entre un mois et trois mois ont diminué de 5 points de base pour se retrouver à 8,13% et les taux sur les crédits de durée comprise entre trois mois et six mois ont baissé de 15 points pour s'établir à 9,9%. En revanche, les crédits de durée supérieure à un an sont devenus plus onéreux au cours de la période.

**Encadré : Disparité des taux d'intérêt débiteurs entre les pays de l'Union**

L'analyse des taux d'intérêt débiteurs fait ressortir des disparités selon la place bancaire. A fin juin 2009, la place de Dakar a le taux d'intérêt moyen le plus bas (6,81%), suivie de celle d'Abidjan (7,63%).

Les taux d'intérêt observés à Cotonou (12,00%), à Niamey (11,38%) et à Bissau (11,83%) apparaissent les plus élevés, tandis que ceux pratiqués sur la place de Ouagadougou (9,80%) et à Bamako (9,18%) sont ressortis modérés.

Cependant, la consolidation de l'intégration financière, notamment au regard de l'accroissement des crédits intra-communautaires et l'influence croissante du marché financier régional contribuent à réduire la fourchette des taux d'intérêt débiteurs. En effet, l'écart-type, qui mesure la dispersion des taux autour de la moyenne, était de 2,36 points de pourcentage en 2006. Il a été évalué à 2,03 points en 2007, à 1,80 point en 2008 et à 1,68 en 2009.





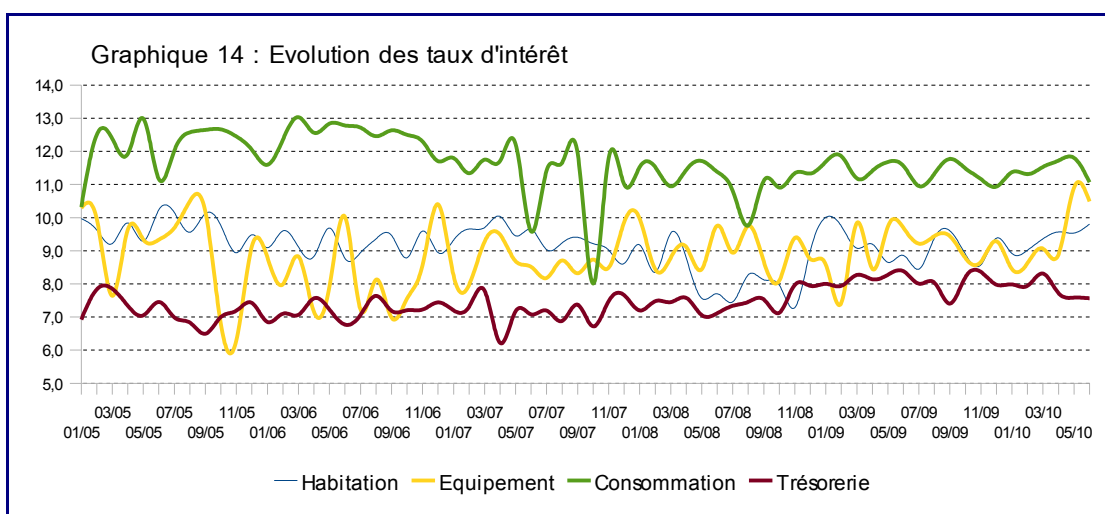
Hausse des taux d'intérêt créditeurs en particulier pour la clientèle financière, les assurances et les caisses de retraite.

Les taux créditeurs connaissent une quasi-stagnation, et ce, depuis le quatrième trimestre de l'année 2009. Sur la période sous-revue, le taux moyen créditeur pondéré par les dépôts effectués s'est établi à 5,14% en mars 2010 et en juin 2010, en passant par 5,07% et 5,12% en avril et mai 2010. Cette légère fluctuation du taux de rémunération a porté principalement sur les dépôts de la clientèle financière des banques ainsi que ceux des particuliers.

L'analyse des taux moyens, selon la nature du client, montre que les placements les mieux rémunérés demeurent ceux effectués par la clientèle financière des banques (5,34%) ainsi que les sociétés d'assurance et les caisses de retraite (5,35%). A l'inverse, les taux créditeurs les plus faibles ont été appliqués aux dépôts des ménages (5,07%) et ceux des organismes assimilés à l'Etat (4,94%).

Repli des taux d'intérêt débiteurs surtout pour les crédits de durée inférieure à un an.

Au cours des deux dernières années, la Banque Centrale a intensifié la campagne de sensibilisation entreprise en direction des banques en vue d'accroître la contribution du secteur bancaire au financement de l'économie. A cet égard, des ajustements à la baisse avaient été opérés sur les conditions générales de banque, hors intérêts, notamment au cours de l'année 2009. En revanche, des modifications significatives n'ont pas été notées au cours des deux trimestres de l'année 2010.



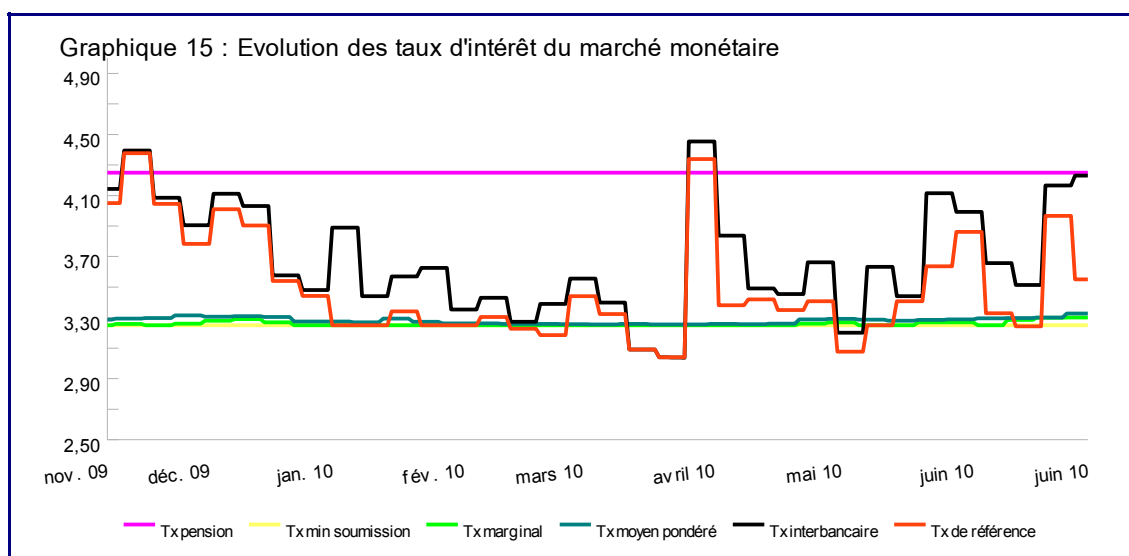
Les résultats de l'enquête montrent une stabilité des frais de tenue de comptes courants autour de 8000 FCFA en moyenne trimestrielle. Les frais de tenue des comptes-chèque varient entre 2.900 FCFA et 3.000 FCFA, tandis que la tenue des comptes d'épargne est gratuite dans toutes les banques. Par ailleurs, la plupart des banques ne prélèvent plus de commission de mouvement de compte. Les frais liés à l'utilisation d'une carte de retrait automatique sont fixés à 500 FCFA pour les cartes privatives par certaines banques et 1.000 FCFA pour les cartes internationales. Ces conditions n'ont pas été modifiées par rapport au trimestre précédent.

En ce qui concerne les conditions d'ouverture de compte, les modifications ne sont pas apparues significatives au cours de la période sous-revue. Les conditions restent nettement variables d'une banque à l'autre. Les montants exigés à l'ouverture de compte courant varient de 100.000 FCFA à 1.000.000 FCFA et les montants exigés à l'ouverture de compte d'épargne varient entre 25.000 FCFA et 50.000 FCFA.

2.4.3 - Evolution du marché monétaire

Ajustement des taux de réserves obligatoires dans certains pays de l'Union pour compter du 16 mai 2010.

Au cours du deuxième trimestre 2010, la Banque Centrale a poursuivi les appels d'offres d'injection de liquidité. Toutefois, les volumes injectés ont été revus à la baisse au cours du trimestre, au regard de la reconstitution progressive de la liquidité globale dans l'Union, favorisée entre autre par l'entrée en vigueur, à partir du 16 mai 2010, des mesures d'ajustement des coefficients de réserve obligatoire dans certains pays. Ainsi, le montant hebdomadaire des adjudications a été revu à 110 milliards, à partir du mois d'avril 2010, contre 150 milliards en mars 2010 et 170 milliards en janvier 2010. Sur le guichet des adjudications à un mois, le volume mensuel injecté est descendu à 74,7 milliards en juin contre 94,5 milliards à la fin du premier trimestre 2010.



Les opérations d'injection ont été réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission de 3,25%. L'analyse des indicateurs du marché fait apparaître une hausse globale des taux d'intérêt, par rapport au trimestre précédent, en liaison avec la diminution progressive du volume injecté. Ainsi, le taux moyen pondéré hebdomadaire est passé de 3,26% à 3,31% d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen pondéré sur le guichet à un mois s'est situé à 3,69% en moyenne sur le deuxième trimestre contre le taux fixe de 3,65% avant le mois de mars 2010.

Taux interbancaire à l'intérieur du corridor.

Globalement, les injections de liquidité ont permis de contenir le taux interbancaire à l'intérieur du corridor constitué par le taux de la pension et le taux minimum de soumission aux appels d'offres. Toutefois, le marché est apparu relativement tendu par rapport au trimestre précédent. En effet, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire à une semaine, compartiment représentant plus de 35% du total des transactions, est monté à 3,71% en avril 2010 puis à 4,02% en juin 2010, contre une moyenne de 3,50% au cours du premier trimestre. Dans son sillage, le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est accru de 49 points de base pour se fixer à 4,16% en juin 2010.

Cette pression à la hausse exercée sur les taux interbancaires au cours du deuxième trimestre 2010 découlerait, d'une part, de la contraction de l'offre, et d'autre part, de l'intervention accrue des Etats sur le marché. En ce qui concerne l'offre de liquidité, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires s'est replié à 47,0 milliards au deuxième trimestre 2010 contre une moyenne mensuelle de 58,9 milliards au trimestre précédent.

Cette baisse a concerné la plupart des compartiments du marché. Quant à la présence plus active des Etats sur le marché, le montant cumulé des bons émis par les Trésors publics au cours du deuxième trimestre 2010 a atteint à 234,8 milliards contre 181,9 milliards pour le premier trimestre 2010. Sur le compartiment à moyen et long terme du marché régional de capitaux, les Etats ont émis des obligations pour un montant total de 74,7 milliards, contre 17,1 milliards au premier trimestre 2010.

#### 2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du deuxième trimestre 2010, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

Bonne tenue de  
l'activité boursière dans  
l'UEMOA : hausse des  
indicateurs à la BRVM,

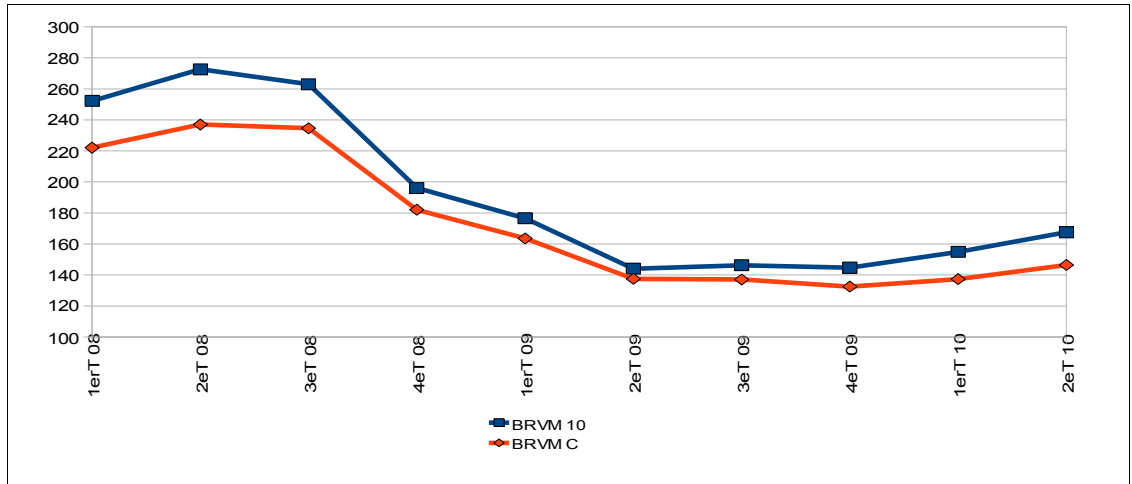
En effet, les tendances sur le marché financier de l'UEMOA, selon les indices BRVM10 et BRVM composite, se sont inscrits en nette amélioration sur le deuxième trimestre 2010 en glissement annuel. Ainsi, l'indice BRVM10 s'est apprécié de 16,3% pour se fixer à 167,6 points contre 154,91 points un trimestre plus tôt. Pour sa part, l'indice BRVM composite a progressé de 6,5% à 146,46 points contre 137,36 points au premier trimestre 2010.

La capitalisation boursière du marché est ressortie à 3.662,9 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.443,0 milliards par rapport au trimestre précédent, soit une hausse de 9,4% en glissement annuel. Cette progression de la capitalisation boursière a été entraînée essentiellement par l'accroissement de 13,6% de la part du marché des actions, atténuée toutefois par une diminution de 12,2% de la capitalisation du marché obligataire.

Comparé au trimestre précédent, les indices BRVM10 et BRVM composite ont clôturé les séances du deuxième trimestre 2010 en hausse de 8,2% et de 6,6% respective, confirmant ainsi la même tendance observée que lors de la variation annuelle.

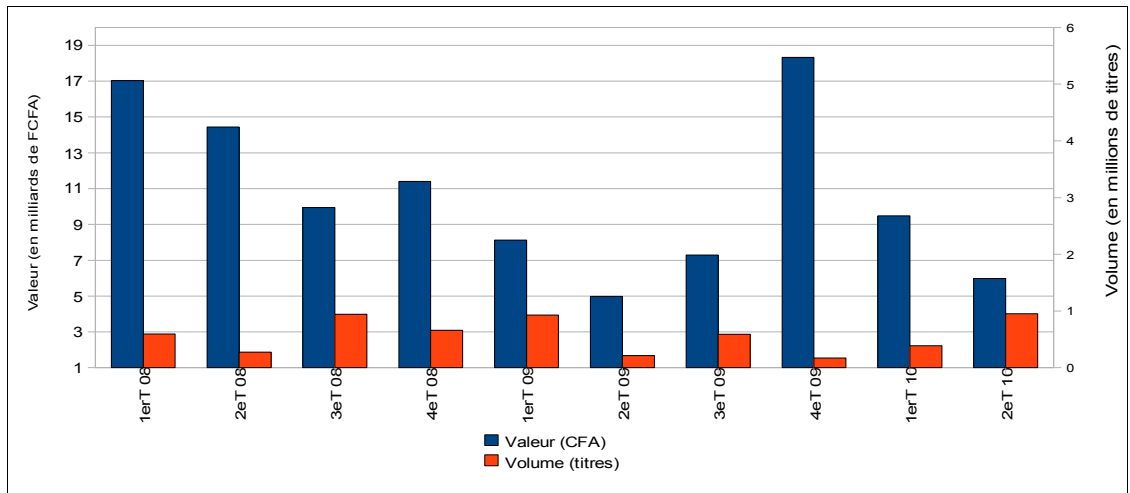
En outre, l'analyse de la capitalisation boursière et de ces composantes réaffirme le résultat précédent. En effet, la capitalisation boursière a augmenté de 6,4% au deuxième trimestre 2010, reflétant ainsi la hausse de 8,3% de celle du marché des actions et de la baisse de 4,8% de celle du marché obligataire.

Graphique 16 : Evolution trimestrielle de la BRVM



Sur le marché des actions, les transactions les plus importantes enregistrées au cours du deuxième trimestre 2010 ont été effectuées dans le secteur « Finances ». Ainsi, le titre ETI (Ecobank Transnational Incorporated Togo) a été le plus actif avec un volume moyen de 3.781.064 titres échangés contre 1.574.256 titres le trimestre précédent.

Graphique 17 : Evolution trimestrielle de la valeur et du volume de titres



2.4.5 - Evolution des conditions monétaires

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA : baisse du taux d'intérêt et de l'indice du TCEN

Les conditions monétaires se sont assouplies de 1,37% au deuxième trimestre 2010. Ce résultat est lié à la baisse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour de 1,01 point de pourcentage, renforcée par le repli de l'indice du taux de change effectif nominal de 3,75%.

La baisse du taux interbancaire reflète principalement la détente sur ce marché, imprimée par les injections de liquidités sur les guichets des appels d'offre de la BCEAO.

Le repli du taux de change effectif nominal de l'Union au deuxième trimestre 2010 provient de la dépréciation de l'euro, monnaie ancre du FCFA, par rapport au dollar des Etats-Unis, et à l'égard des devises de la plupart des partenaires commerciaux.

### III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

#### 3.1 – Principales hypothèses

La production céréalière de la campagne agricole 2009/2010 dans l'Union est ressortie en baisse de 5,5% par rapport à la campagne 2008/2009. Une diminution de la production a été enregistrée dans les pays du Sahel, notamment au Niger (-28,4%) et au Burkina (-16,8%). Cette situation devrait se traduire pour un renchérissement des céréales au cours de la période de soudure jusqu'à l'arrivée des récoltes de la prochaine campagne.

Production céréalière de la campagne 2010/2011 en hausse

L'hivernage 2010 s'est installé de façon globalement normale dans l'Union. Sous l'hypothèse d'une bonne répartition spatio-temporelle de pluies au cours des prochains mois, la production céréalière de la campagne agricole 2010/2011 est projetée en hausse par rapport à celle de 2009/2010 (environ 3,0%). Sur cette base, les prix des céréales locales dans l'Union devraient baisser à partir du mois de septembre 2010, avec les premières récoltes dans la plupart des pays.

80 dollars le baril de pétrole brut et l'euro à 1,32 dollar en moyenne pour 2010

Le cours du baril de pétrole brut est ressorti en moyenne à 79,38 dollars au premier semestre 2010. Pour le second semestre, les prévisions tablent sur une légère remontée de cours du baril de pétrole brut, qui s'établirait à 80 dollars en moyenne en 2010 contre 63,35 dollars en 2009. Ce niveau projeté des cours du pétrole brut induirait une hausse des prix à la pompe des carburants dans l'UEMOA. Pour tenir compte des incertitudes et de la volatilité des cours du pétrole, un scénario optimiste et un scénario pessimiste ont été retenus correspondant respectivement à un cours moyen du baril en 2010 à 75 dollars et 85 dollars ;

L'euro s'est échangé en moyenne contre 1,33 dollar au premier semestre 2010. Sous l'hypothèse d'une stabilisation de l'euro au second semestre 2010 autour de 1,30 dollar, le taux de change euro/dollar est projeté à 1,32<sup>4</sup> en 2010 contre 1,39 en 2009. Cette dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar en 2010 interviendrait dans un contexte marqué par une reprise plus rapide de l'activité aux Etats-Unis par rapport à la Zone euro (taux de croissance du PIB de 3,1% aux Etats-Unis contre 1,0% dans la Zone euro) et par la crise en Grèce.

Stabilité des prix des denrées alimentaires à leur niveau moyen en juin 2010.

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits en baisse au premier semestre 2010. A fin juin 2010, ils sont en repli en glissement annuel de 4,8%. En particulier, les cours du riz et du blé sont en baisse de respectivement de 16,2% et de 37,8%. Les prévisions tablent sur une relative stabilité des prix des produits alimentaires importés à leurs niveaux actuels sur le reste de l'année 2010. Cette hypothèse devrait se traduire par une absence de tensions sur les prix des denrées alimentaires importées par les pays de l'Union. Toutefois, la poursuite des tensions récentes sur les cours du blé constitue un facteur de risque pour les perspectives d'inflation.

4 Les projections macroéconomiques pour la zone euro établies par les services de l'Eurosystème en juin 2010 tablaient sur un taux de change euro/dollar de 1,30 en 2010 et 1,26 en 2011. Toutefois, il convient de souligner que ces prévisions ont été faites dans une période marquée par une baisse de l'euro qui était passé à moins de 1,20 dollar.

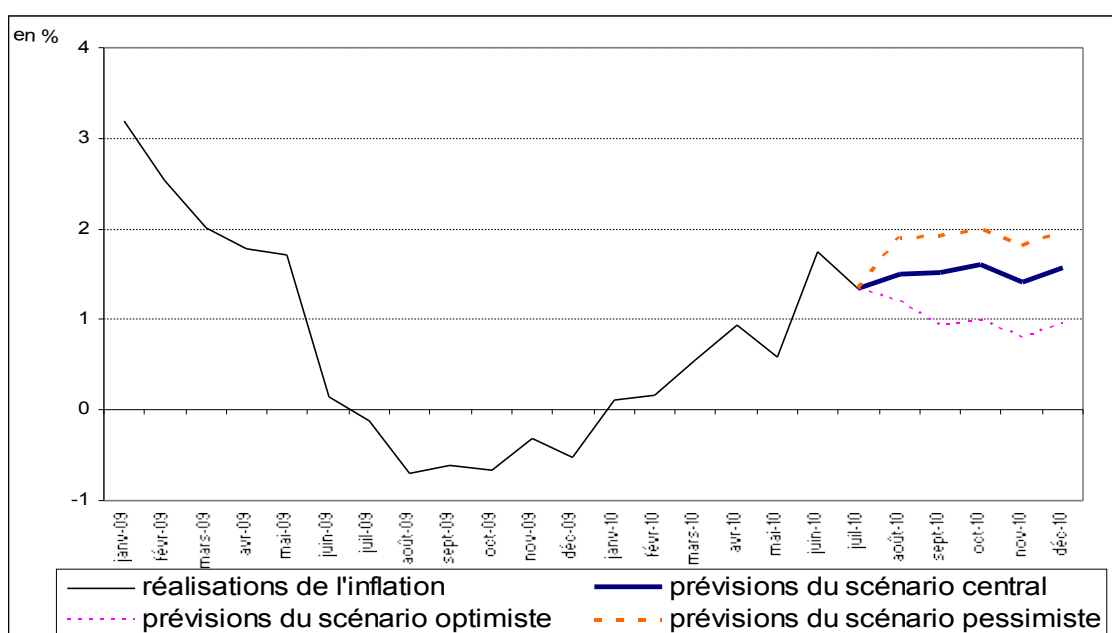
La hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, est prévue à 1,5% en 2010 contre 0,3% en 2009.

### 3.2 – Perspectives d'inflation

Légère baisse du taux d'inflation au troisième trimestre 2010

Sur la base des hypothèses retenues, le taux d'inflation en glissement annuel se situerait à 1,3% à fin juillet 2010 et 1,5% à fin août 2010 ainsi qu'à fin septembre 2010. Le renchérissement en rythme annuel des denrées alimentaires (tubercules, produits de la pêche, etc.) et des produits pétroliers seraient les principales sources d'inflation.

Graphique 18 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA de janvier 2009 à décembre 2010



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

A fin décembre 2010, le taux d'inflation en glissement annuel est projeté à 1,6%. Il se situerait dans un intervalle allant de 1,0% à 2,0%, en tenant compte des scénarios sur l'évolution des prix du pétrole en 2010.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 1,1% en 2010 contre une prévision de 1,2% effectuée en mars 2010 et une réalisation de 0,5% en 2009. Il ressortirait à 0,9% dans le scénario optimiste et à 1,3% dans le scénario pessimiste



## ANNEXES

**Tableau 1 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2010**

*(en points de pourcentage)*

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	<b>2,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,6</b>
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,0	-0,1	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
Logement	1,3	0,0	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,4	0,1	0,1
Ameublement	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	-0,3	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Transport	0,8	-0,3	0,4	0,3	0,3	-0,1	0,3	0,4	0,3
Communication	-0,1	-0,8	-0,8	0,1	-0,4	-0,5	-0,3	0,0	-0,5
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	-0,1
Enseignement	-0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,0	0,4	0,1	-0,1	1,1	0,0	0,4	0,3
Autres biens	-0,2	0,0	0,0	0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1
<b>Ensemble</b>	<b>4,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.



**Tableau 2 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires**

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
janv.-09	19,9	14,0	1,1	0,0	3,0	1,9	3,0	-11,0	-16,8
févr.-09	20,3	14,6	1,2	0,2	2,4	1,2	2,2	-12,2	-18,0
mars-09	20,5	14,4	0,6	-0,4	1,8	1,2	2,2	-12,6	-18,7
avr.-09	20,6	13,3	0,6	-0,7	1,6	1,0	2,3	-11,7	-19,0
mai-09	20,1	13,2	0,0	-1,3	1,5	1,5	2,8	-11,7	-18,5
juin-09	20,7	11,2	-0,1	-1,4	0,0	0,1	1,4	-11,2	-20,8
juil.-09	20,5	11,1	-0,7	-2,1	-0,3	0,4	1,8	-11,4	-20,8
août-09	19,7	11,0	-0,2	-1,5	-0,9	-0,7	0,6	-11,9	-20,5
sept.-09	18,4	10,4	-0,3	-1,3	-0,8	-0,5	0,5	-11,2	-19,2
oct.-09	18,0	11,6	-0,1	-0,2	-0,8	-0,7	-0,6	-12,4	-18,9
nov.-09	16,9	12,4	0,5	1,8	-0,5	-1,0	-2,3	-12,9	-17,4
déc.-09	16,0	12,0	0,9	2,7	-0,7	-1,6	-3,4	-12,7	-16,7
janv.-10	14,8	12,3	1,0	2,6	0,1	-0,9	-2,5	-12,2	-14,7
févr.-10	14,2	12,3	0,9	2,1	0,2	-0,7	-1,9	-12,1	-14,1
mars-10	13,3	11,8	1,4	2,3	0,5	-0,9	-1,8	-11,3	-12,8
avr.-10	11,7	12,5	1,5	2,2	0,9	-0,6	-1,3	-11,6	-10,7
mai-10	10,7	11,0	1,6	2,0	0,6	-1,0	-1,4	-10,4	-10,1
juin-10	9,5	10,3	1,4	1,1	1,7	0,3	0,6	-8,6	-7,8

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

**Tableau 3 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires***(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
juin-09	-20,3	-22,8	-42,0	-37,7	-34,3	1,1	-0,7
juillet-09	-23,1	-31,7	-40,3	-43,1	-22,0	-14,7	-2,1
août-09	-17,9	-28,8	-38,7	-35,4	-21,8	2,3	8,7
septembre-09	-14,8	-19,5	-37,0	-35,6	-17,8	-5,9	16,7
octobre-09	1,9	-12,3	-31,9	-8,6	-9,3	13,0	26,9
novembre-09	12,0	-6,9	-17,8	4,5	0,5	15,3	37,7
décembre-09	16,6	-6,3	-6,1	4,1	10,0	18,0	48,8
janvier-10	10,2	-16,0	5,2	-3,4	-2,8	-3,7	56,2
février-10	12,5	-13,5	23,8	-1,0	-7,8	-5,4	52,0
mars-10	11,2	-17,3	33,6	-3,4	-12,9	-7,2	33,7
avril-10	8,6	-17,4	33,3	-6,8	-12,6	-11,9	18,3
mai-10	-0,9	-29,3	34,0	-9,5	-13,0	-25,1	7,6
juin-10	-4,8	-37,8	24,9	-14,5	-16,2	-28,9	4,4

Source : Fonds Monétaire International.

**Tableau 4 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA**

(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)

	juin-09	juil.-09	août-09	sept.-09	oct.-09	nov.-09	déc.-09	janv.-10	févr.-10	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juin 2010/juin 2009 (en %)
<b>Bénin</b>														
Essence super	395	432	405	440	428	425	445	445	465	465	505	505	505	27,8
Gazole	405	452	430	460	456	470	470	470	530	530	540	540	540	33,3
<b>Burkina</b>														
Essence super	665	665	665	665	665	665	665	642	642	642	642	642	642	-3,5
Gazole	655	655	655	655	655	655	655	575	575	575	575	575	575	-12,2
<b>Côte d'Ivoire</b>														
Essence super	682	724	705	733	705	694	719	708	739	739	779	789	789	15,7
Gazole	531	567	567	589	571	571	593	593	615	615	630	615	615	15,8
<b>Guinée-Bissau</b>														
Essence super	589	595	611	617	622	615	610	610	614	617	617	617	617	4,8
Gazole	506	510	525	530	538	540	540	540	547	554	554	554	554	9,5
<b>Mali</b>														
Essence super	635	635	635	635	635	640	645	645	645	645	649	666	670	5,5
Gazole	545	545	545	545	545	550	555	555	555	555	560,33	583,5	590	8,3
<b>Niger</b>														
Essence super	476	476	476	476	476	476	476	476	476	476	476	476	476	0,0
Gazole	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	0,0
<b>Sénégal</b>														
Essence super	646	675	660	678	682	652	671	668	690	704	734	751	750	16,1
Gazole	499	526	521	544	548	536	550	552	574	582	607	631	637	27,7
<b>Togo</b>														
Essence super	445	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	535	20,2
Gazole	440	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	530	20,5

Source : BCEAO.

**Tableau 5 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI)**

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
<b>2008</b>								
janvier	92,61	1,0	445,7	-1,0	41 275,0	0,0	1,472	1,0
février	95,20	2,8	444,8	-0,2	42 341,0	2,6	1,475	0,2
mars	104,31	9,6	422,5	-5,0	44 069,2	4,1	1,553	5,3
avr.	111,80	7,2	416,5	-1,4	46 559,9	5,7	1,575	1,4
mai	125,63	12,4	421,6	1,2	52 969,7	13,8	1,556	-1,2
juin	134,52	7,1	421,8	0,0	56 736,7	7,1	1,555	0,0
juil.	134,60	0,1	416,0	-1,4	55 989,0	-1,3	1,577	1,4
août	116,92	-13,1	438,0	5,3	51 213,7	-8,5	1,498	-5,0
sept.	103,03	-11,9	456,5	4,2	47 032,4	-8,2	1,437	-4,0
oct.	76,83	-25,4	492,4	7,9	37 829,1	-19,6	1,332	-7,3
nov.	58,09	-24,4	515,2	4,6	29 930,1	-20,9	1,273	-4,4
déc.	45,24	-22,8	487,7	-5,3	21 876,6	-26,9	1,345	5,6
Moyenne Janvier-déc	99,90	37,5	448,2	-6,5	43 985,2	26,8	1,471	7,3
<b>2009</b>								
janvier	46,32	3,3	495,5	1,6	22 948,6	4,9	1,324	-1,6
février	43,08	-7,0	513,1	3,6	22 100,9	-3,7	1,278	-3,4
mars	48,76	13,2	505,2	-1,5	24 634,1	11,5	1,298	1,6
avr.	52,13	6,9	497,0	-1,6	25 910,7	5,2	1,320	1,7
mai	60,43	15,6	481,2	-3,2	28 993,2	11,9	1,363	3,3
juin	70,47	17,0	468,0	-2,7	32 980,8	13,8	1,402	2,8
juillet	65,66	-6,8	465,6	-0,5	30 573,5	-7,3	1,409	0,5
août	72,57	10,5	459,7	-1,3	33 361,4	9,12	1,427	1,3
septembre	69,83	-3,8	450,5	-2,0	31 457,6	-5,71	1,456	2,1
octobre	76,29	9,2	442,7	-1,7	33 775,7	7,37	1,482	1,7
novembre	78,90	3,4	439,8	-0,7	34 701,2	2,74	1,491	0,7
décembre	76,00	-3,7	448,9	2,1	34 113,1	-1,69	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc	63,37	-36,6	472,3	5,4	29 629,2	-32,6	1,393	-5,3
<b>2010</b>								
janvier	78,72	3,6	459,6	2,4	36 179,6	6,1	1,427	-2,3
février	76,73	-2,5	479,2	4,3	36 767,7	1,6	1,369	-4,1
mars	81,66	6,4	483,4	0,9	39 475,8	7,4	1,357	-0,9
avril	85,93	5,2	489,2	1,2	42 039,1	6,5	1,341	-1,2
mai	76,83	-10,6	522,0	6,7	40 109,1	-4,6	1,257	-6,3
juin	76,43	-0,5	537,3	2,9	41 065,4	2,4	1,221	-2,8

Sources : BCEAO, Reuters.

**Tableau 6 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis**  
(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
<b>2008</b>			
janvier	66,6	47,1	13,2
février	58,2	40,2	12,8
mars	67,1	37,8	17,3
avr.	69,6	45,6	16,5
mai	93,7	68,3	15,1
juin	97,3	70,2	15,9
juil.	81,7	58,0	15,0
août	62,3	47,6	9,9
sept.	31,6	27,3	3,4
oct.	-9,2	-3,1	-6,4
nov.	-38,1	-28,6	-13,3
déc.	-51,1	-47,0	-7,7
Moyenne 2008	37,5	26,8	7,3
<b>2009</b>			
janvier	-50,0	-44,4	-10,1
février	-54,8	-47,8	-13,3
mars	-53,3	-44,1	-16,4
avr.	-53,4	-44,3	-16,2
mai	-52,0	-45,3	-12,4
juin	-47,6	-41,9	-9,9
juillet	-51,2	-45,4	-10,7
août	-37,9	-34,9	-4,7
sept.	-32,2	-33,1	1,3
oct	-0,7	-10,7	11,2
nov	35,8	15,9	17,1
déc	68,0	55,9	8,7
Moyenne 2009	-36,6	-32,6	-5,3
<b>2010</b>			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
<b>Réalisations</b>									
janvier-09	4,8	4,1	1,8	2,4	2,7	2,7	3,0	6,1	3,0
février-09	2,7	4,6	1,4	-0,2	3,6	2,5	1,7	5,0	2,4
mars-09	1,2	4,9	1,0	-0,9	2,4	1,4	0,8	5,5	1,8
avril-09	2,4	3,8	0,9	-2,8	2,8	1,3	0,0	5,4	1,6
mai-09	3,4	0,5	1,8	-2,2	3,3	2,2	-1,0	3,8	1,5
juin-09	0,5	-1,9	1,1	-1,3	1,2	1,5	-4,4	3,9	0,0
juillet-09	1,2	0,2	0,2	-2,5	2,6	-1,7	-4,6	3,9	-0,3
août-09	-1,7	-0,9	0,0	-2,7	1,6	-0,7	-4,7	2,4	-0,9
septembre-09	-0,2	-1,8	0,2	-3,6	2,1	-0,6	-4,8	2,4	-0,8
octobre-09	-0,9	-1,1	-0,2	-4,3	2,8	-1,1	-4,2	2,1	-0,8
novembre-09	-1,3	-0,7	0,3	-6,2	1,9	-0,3	-3,3	2,5	-0,5
décembre-09	-0,5	-0,3	0,0	-2,4	1,5	-1,3	-4,5	2,7	-0,7
janvier-10	-0,2	0,3	-0,3	-1,0	1,7	0,2	-0,6	2,0	0,1
février-10	1,5	-0,1	-0,4	0,0	1,3	0,9	-0,9	2,3	0,2
mars-10	3,0	-0,5	0,3	0,5	2,0	-0,3	-0,6	2,0	0,5
avril-10	2,5	-0,5	1,9	1,4	0,1	0,3	-1,0	2,0	0,9
mai-10	1,3	0,0	0,9	1,2	1,1	1,4	-0,4	0,2	0,6
juin-10	4,7	0,7	1,8	1,3	2,1	1,6	1,4	0,8	1,7
<b>Moyenne</b>									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,9	0,9	0,7	-2,3	2,4	0,5	-2,2	3,8	0,5
2010 (projections)	1,6	-0,6	1,5	1,0	1,0	1,0	0,9	1,2	1,1

Source : BCEAO.

**Tableau 8 : Balance des paiements de l'UEMOA au premier trimestre 2010**

RUBRIQUES	4ème T 2009	1er T 2010
1 - Balance commerciale	43690,7	-285097,6
Exportations	2292827,4	2041129,1
Dont		
<i>Produits du cacao</i>	701552,2	579149,1
<i>Produits du café</i>	24188,2	20029,1
<i>Produits du coton</i>	34332,8	49555,3
<i>Or et métaux précieux</i>	148107,7	139859,5
<i>Uranium</i>	57600,2	39875,0
<i>Produits pétroliers</i>	629546,1	336848,0
<i>Produits chimiques</i>	188147,4	45361,5
<i>Caoutchouc</i>	55030,9	61350,8
Importations	2249136,7	2326226,7
Dont :		
<i>Produits alimentaires</i>	480041,4	409357,0
<i>Produits énergétiques</i>	747367,0	564973,4
<i>Biens intermédiaires</i>	494684,4	521188,7
<i>Biens d'équipement</i>	283605,5	548650,0
2-Balance des services	-321479,7	-376778,8
Crédit	263068,5	346315,8
débit	584548,2	723094,6
3-Balance des revenus	17199,2	8767,9
dont intérêts et dividendes	6319,4	-9412,8
4-Balance des transferts courants	365417,5	343359,1
Transferts publics	135256,8	147408,8
Réceptions de fonds des migrants	230160,7	195950,3
a-BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES (1+2+3+4)	104827,7	-309749,4
b-COMPTES DE CAPITAL ET D'OP.FINANCIERES (5+6)	531645,2	298649,2
5-Compte de capital	202974,7	61645,8
6-Opérations financières	328670,4	237003,4
Investissements directs	84852,3	151774,4
Investissements de portefeuille	90695,0	11809,3
Autres investissements	153123,1	73419,7
Publics	249920,7	167360,5
Privés	-96797,6	-93940,8
c-Erreurs et omissions nettes	47269,1	-36696,4
d - SOLDE GLOBAL (a+b+c)	683742,0	-47796,6
VARIATION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS NETS	-683742,0	47796,6
Banque Centrale	-558243,6	56882,2
Banques	-125498,4	-9085,6

Source : BCEAO

**TABLEAU 9 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN MARS 2010**

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA *	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONDS (en mrd)	132,2	150,9	512,5	8,4	211,4	102,2	288,1	79,9	1 485,6
RECETTES TOTALES	127,5	132,9	511,2	7,4	180,0	82,6	282,7	77,9	1 402,2
* Recettes fiscales	117,2	124,3	465,8	6,3	154,8	81,4	278,4	62,7	1 290,9
dont recettes douanières	55,80	21,9	235,4		22,8	30,4		32,5	398,8
* Recettes non fiscales	10,3	8,6	45,4	1,1	4,4	0,3	4,3	15,2	89,6
* Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	20,8	0,9	0,0	0,0	21,7
DONS	4,7	18,0	1,3	1,0	31,4	19,6	5,4	2,0	83,4
DEPENSES ET PRÊTS NETS	157,4	198,5	511,6	10,1	212,5	119,3	281,3	67,8	1 558,5
DEPENSES TOTALES	157,2	199,4	475,3	10,1	212,1	119,3	280,1	65,8	1 519,3
DEPENSES COURANTES	120,8	123,8	406,9	10,1	110,6	69,5	194,9	53,8	1 090,4
* Masse salariale	60,1	54,0	200,3	5,1	50,0	24,4	94,0	17,5	505,4
* Intérêts sur la dette	3,8	3,0	34,3	0,0	2,5	1,2	9,4	1,9	56,1
* Transfert et subventions	49,6	42,4	51,6	2,9	27,7	15,5	0,0	24,4	214,1
DEPENSES EN CAPITAL	36,4	75,6	41,5	0,0	80,7	49,8	85,2	12,0	381,2
dont investissement sur ressources internes	16,7	30,7	31,2	0,0	16,8	24,5	69,8	6,5	196,2
AUTRES DEPENSES		0,0	26,9	0,0	20,8	0,0	0,0	0,0	47,7
PRÊTS NETS	0,2	-0,9	36,3	0,0	0,4	0,0	1,2	2,0	39,2
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-6,2	-18,6	107,4	-2,7	55,1	-10,2	27,4	19,5	171,7
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-25,2	-47,6	0,9	-1,7	-1,1	-17,1	8,0	12,1	-72,9
<b>SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)</b>	<b>-29,9</b>	<b>-65,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-2,7</b>	<b>-32,5</b>	<b>-36,7</b>	<b>1,4</b>	<b>10,1</b>	<b>-156,3</b>
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-10,0	-21,6	73,1	-2,7	52,6	-11,4	18,0	17,6	115,6
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	-61,6	-99,0	0,9	-7,5	57,6	-17,9	8,0	-6,4	-125,9
<b>INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE</b>									
* Masse salariale/recettes fiscales	51,3%	43,4%	43,0%	81,0%	32,3%	30,0%	33,8%	27,9%	39,2%
* Variation nette des arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	-5,8	0,0	0,0	0,0	-18,5	-24,3
* Variation nette des arriérés extérieurs	-1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,7	0,0	0,0	-2,0
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	14,2%	24,7%	6,7%	0,0%	10,9%	30,1%	25,1%	10,4%	15,2%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	-5,3%	-15,0%	23,1%	-42,9%	35,6%	-12,5%	9,8%	31,1%	13,3%
* Solde budgétaire de base /PIB	-0,3%	-0,5%	0,6%	-0,7%	1,2%	-0,4%	0,3%	1,1%	0,3%

SOURCES : SERVICES NATIONAUX.

(\*) : données provisoires à fin mars 2010

18/08/10 11:25





**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)